

Non à l'instrumentalisation de l'enseignement professionnel

Jeudi 4 mai à Saintes, Emmanuel Macron est venu déployer son nouvel étendard présidentiel : la réforme du lycée professionnel. En plein mouvement social, et tandis que la Macronie vient de voler deux années de vie aux travailleuses et travailleurs de ce pays, le Président honni, toute honte bue, lance sa dernière opération de communication sur le dos de l'enseignement professionnel.

Voilà des semaines que syndicats, collectifs, enseignantes et enseignants combattent point par point la réforme annoncée. Mais l'effet d'annonce doit l'emporter sur le reste. Pour tourner la page catastrophique des retraites, Emmanuel Macron a besoin d'un "coup politique", le voici tout trouvé : les élèves seront rémunérés par l'État durant leur stage !

On comprend naturellement qu'au premier abord, il soit difficile de s'y opposer. Tout travail ne mérite-t-il pas salaire ?

Mais celles et ceux qui s'intéressent réellement au lycée professionnel depuis longtemps, et qui en connaissent les rouages, savent très bien où se situent les entourloupes, et pourquoi il faut s'opposer fermement à cette nouvelle décision hors-sol d'Emmanuel Macron, et promue dans tous les médias par son ministre Pap N'Diaye.

Les élèves de lycées professionnels représentent un tiers des lycéennes et lycéens de France. Ils et elles font partie des catégories sociales les plus populaires, souvent les plus fragiles.

Plus de 90 % des lycées professionnels affichent en effet des indices de position sociale inférieurs à la moyenne nationale, rendant ainsi très alléchante la proposition d'une rémunération de 50 à 100 euros par semaine de stage effectué. Après tout, Emmanuel Macron a toujours considéré que les gens des milieux populaires devaient se contenter de ce que l'on voulait bien leur donner. « *Allez à Stains*, disait-il lors de sa première campagne en 2017, *expliquer aux jeunes qui font chauffeur Uber de manière volontaire, qu'il vaut mieux aller tenir les murs ou dealer.* ».

Mais que devient la mission traditionnelle du lycée professionnel de former « l'homme, le citoyen, le travailleur » selon la formule ambitieuse du plan Langevin Wallon ? Il aura fallu un jeudi noir de l'enseignement professionnel et l'annonce d'une enième réforme pour mettre à plat un siècle d'une conception humaniste et émancipatrice de l'enseignement professionnel.

Avec la réforme, les élèves de terminale seront confrontés au choix entre un stage prolongé en entreprises en vue d'une insertion professionnelle immédiatement après le bac, et un module de quatre semaines pour préparer une entrée en BTS. Qui choisira de renoncer à la rémunération, même faible, pour les études supérieures ? Cette mesure institutionnalise le tri social comme une fatalité.

Les élèves défavorisés deviennent des agents économiques qu'il faut vite mener vers les marchés locaux du travail puisque l'Etat propose en plus de corréliser sa nouvelle carte de formation sur les entreprises locales, au lieu d'assurer une vision globale qui permette aussi les mobilités. L'avenir des élèves pauvres est donc moins soumis à leurs aspirations qu'aux besoins du bassin où ils résident. Ce que l'on appelle la vision adéquationniste. Nous la refusons. Nous continuons d'affirmer que l'enseignement professionnel doit offrir aux élèves un enseignement équilibré entre matières générales (songez qu'ils n'ont toujours pas d'enseignement de philosophie) et formation professionnelle et qu'il n'est pas du rôle de l'État éducateur de surfer sur la misère sociale en fournissant aux entreprises une main-d'œuvre bon marché. Rappelons que les élèves en première année de voie professionnelle ont 15 ans ... ce sont encore des enfants. Emmanuel Macron et Pap N'Diaye se vantent dans les médias de redonner de la dignité à la voie professionnelle et l'arment même d'"excellence". Mais quelle plaisanterie ! Pendant que certains enfants travailleront pour soulager leur famille, Emmanuel Macron et ses ami.e.s continueront d'envoyer les leurs à l'école alsacienne.

Nous ne sommes pas des ingrat.e.s ; nous aurions aimé, nous aussi, nous réjouir de ce milliard alloué à l'enseignement professionnel qui tranche avec l'indifférence à laquelle nous étions jusqu'à habitués. Mais à quoi bon ce milliard s'il s'agit de régresser sur la démocratisation scolaire pour contenter le patronat ? On nous répond "grande cause nationale", mais quelles sont les mesures pour réduire les injustices et inégalités scolaires ? Nous ne voyons ici qu'un geste supplémentaire de danse du ventre vis-à-vis du monde de l'entreprise et un profond mépris de l'originalité du lycée professionnel.

Un mépris qui s'étend enfin aux enseignantes et enseignants des lycées professionnels que l'on soumet au fameux "pacte" : 7500 euros annuels annoncés, conditionnés à de très nombreuses tâches supplémentaires . Quant aux collègues qui verront leurs filières (ou leur lycée !) fermer, qu'à cela ne tienne, devenez professeur des écoles ou allez en collège leur rétorquer le ministre !

De la main d'oeuvre interchangeable, "agile", voilà comment la Macronie considère celles et ceux qui font vivre l'enseignement professionnel. Ce n'est pas un projet ambitieux, c'est une criante régression.

Signataires :

Isabelle Alonso, écrivaine

Mireille Alphonse Adjointe EELV au maire de Montreuil

Ségolène Amiot, députée de Loire-Atlantique, LFI-NUPES

Rodrigo Arenas, député de Paris, LFI-NUPES

Pierre-Yvain Arnaud, adjoint au maire, Paris 18ème

Emmanuelle Artiguebaille, militante écologiste et représentante des parents d'élèves d'Alsace

Manon Aubry, eurodéputée LFI et co-présidente du groupe de la gauche au Parlement européen

William Aucant conseiller régional pdl

Clémentine Autain, députée de Seine-Saint-Denis, LFI-NUPES

Julie Bagge, enseignante, syndicaliste

Coralie Bénech, Co-secrétaire générale du SNEP-FSU

Saïd Benmouffok, professeur de philosophie

Christophe Bex, député de Haute-Garonne, LFI-NUPES

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA

Yannick Biliec, enseignant lettres histoire en LP, secrétaire fédéral de la FERC-CGT

Robert Bistolfi, retraité de la fonction publique européenne

Franck Boissier ancien enseignant lycée professionnel, militant cgt

Manuel Bompard, député des Bouches-du-Rhône, LFI-NUPES

Arnaud Bonnet, enseignant, militant écologiste

Christophe Bosquillon, enseignant, adhérent SNES

Amine Bouabbas, 1er adjoint EELV, mairie de Paris 14ème

Bienvenu Boum enseignant PLP Systèmes numériques

Sophie Bournot, élue municipale communiste

Anne-Claire Boux, adjointe EELV à la Politique de la Ville - Mairie de Paris

Louis Boyard, député du Val-de-Marne, LFI-NUPES

Matthieu Brabant, enseignant de maths-sciences en LP, militant syndical CGT

Zohra Briand, DAL 06

Armel Briend, enseignant d'Arts Appliqués en LP, militant syndical CGT

Nicole Briend ,proviseure honoraire, militante altermondialiste

Yannick Brohard, conseiller régional EELV Hauts de France, enseignant en LP

Guy Brucy, historien de l'éducation

David Buisson, conseiller régional EELV AURA

Sylvain Carrière, député de l'Hérault, LFI-NUPES
Eric Cavaterra, Enseignant lettres-histoire, secrétaire SNUEP FSU Paris
Emmanuelle Cazach, co-secrétaire académique 06 SNUEP-FSU
Anne Laure Chaintron, Enseignante spécialisée, ex candidate NUPES aux législatives
Isabelle Chauvin, PLP Lettres-Histoire, syndicaliste et conseillère municipale LFI
Kader Chibane, conseillère régionale EELV, IDF, conseiller municipal de Saint-Denis
Sophia Chikirou, députée LFI-NUPES
Véronique Clément Comparot, enseignante en Économie/Gestion
Hadrien Clouet, sociologue et député de Haute-Garonne, LFI-NUPES
Alexan Colmars enseignant, militant politique
Aymeric Compain, conseiller régional CVDL
Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, LFI-NUPES
Samuel Couillard, enseignant Gestion Administration en LP, militant syndical SUD éducation
Philippe Dauriac, secrétaire national CGT Educ'action en charge de la voie professionnelle
Hendrik Davi, député des Bouches-du-Rhône, LFI-NUPES
Guislain David, co-secrétaire générale du SNUIPP-FSU
Laurence De Cock, historienne, enseignante
Arthur Delaporte, député du Calvados, PS-NUPES
Mireille Damiano, Avocate syndicaliste, SAF
Paul Devin, syndicaliste FSU
Karfa Diallo, conseiller régional EELV Nouvelle-Aquitaine
Dieynaba Diop, Conseillère régionale PS Ile de France et PLP Lettres-Histoire
Sylvie Di Rienzo, Professeure en Lycée Professionnel Lettres-Histoire
Thomas Dossus, sénateur EELV
Mama Doucouré, CMD droits des femmes, lutte contre les discriminations
Jean-Luc Dumesnil, conseiller régional EELV d'Île de France
Nour Durand-Raucher, conseiller de Paris EELV
Inaki Echaniz, député des Pyrénées-Atlantiques, PS-NUPES
Karen Erodi, députée du Tarn, LFI-NUPES
Olivier Faure, premier secrétaire du PS et député de Seine-et-Marne PS-NUPES
Elsa Faucillon, députée des Hauts-de-Seine, PCF-NUPES
Léa Filoche, coordinatrice nationale de Génération-s
Germain Filoche, professeur de Lettres-Histoire
Karin Fisher conseillère régionale CVDL
Alissa Fouquet, secrétaire fédérale de Solidaires Étudiant·es
Nicolas Framont, rédacteur en chef de Frustration magazine
Nathalie Fromont, enseignante spécialisée
Galera Richard, enseignant et vice président d'Est Ensemble.
Djéhanne Gani, enseignante
Cécile Germain-Ecuer, conseillère régionale EELV, Grand Est
Julie Garnier, conseillère régionale LFI Île-de-France
Sigrid Gerardin, co-secrétaire générale SNUEP-FSU
Enzo Giusti, Ingénieur et ex candidat NUPES aux élections législatives 2022
Corinne Glayman, IEN Enseignement Technique-Enseignement Général honoraire
Karim Ghelloussi, artiste, professeur d'enseignement artistique
Frédéric Grimaud, syndicaliste militant
Thomas Ghestem, professeur des écoles, syndicaliste FSU
Laure Grandjean, AESH
Grégory Gutierrez, conseiller municipal EELV, Malakoff, Hauts-de-Seine
Zahia Hamdane, conseillère régionale HDF
Guillaume Hédouin, conseiller régional EELV de Normandie
Thomas Hengen, chef d'entreprise

Magali Hidalgo, enseignante lettres histoire au LP Le Chatelier Marseille 13003
Catherine Jouanneau, enseignante, militante Sud Éducation et LFI
Juliette Jouve, enseignante d'Histoire/Géographie
Fatiha Keloua Hachi, députée de Seine-Saint-Denis, PS-NUPES
Dominique Klein, assistante sociale scolaire
Lydia Labertrandie, conseillère municipale EELV, 77
Annie Lahmer, conseillère régionale EELV, Île-de-France
Sabine Lalande, conseillère régionale PDL
Farid Latrech, Président association parents d'élèves FCPE Collège F.MISTRAL Nice
Elise Leboucher, députée de la Sarthe, LFI-NUPES
Sarah Legrain, députée de Paris, LFI-NUPES, vice-présidente de la commission affaires culturelles et éducation
Arnaud Linard, Responsable des relations entreprises d'une société de gestion d'actifs, retraité
Olivier Madaule Enseignant Plp Math Sciences, maire adjoint au Maire de Montreuil
Emilie Marche, conseillère régionale AURA
Michaël Marcilloux, co secrétaire général de la CGT Éduc'action
Myriam Martin, enseignante de Lettres-Histoire-Geographie en LP, ancienne conseillère régionale Occitanie
Marianne Maximi, députée LFI-NUPES, Puy de Dôme
Monique de Marco, sénatrice EELV
Philippe Meirieu, pédagogue
Bénédicte Monville, secrétaire EELV 77, élue municipale et communautaire de Melun
David Nakache, président de l'association Tous citoyens
Vianney Orjebin, conseiller régional IDF
Francesca Pasquini, députée des Hauts-de-Seine, EELV-NUPES
Jean-Baptiste Pegeon, conseiller régionale EELV Île-de-France
Carine Pelegrin, conseillère régionale Île-de-France Génération Ecologie
Alice Picard, co-porte-parole d'Attac France
François Piquemal, député de Haute-Garonne, LFI-NUPES
Emmanuelle Pierre-Marie, maire EELV, Paris 12ème
Henrique Pinto, enseignant dispositif Ulis en LP
Thomas Portes, député de Seine-Saint-Denis, LFI-NUPES
Raphaël Pradeau, militant d'ATTAC
Catherine Prinz, secrétaire nationale CGT Éduc'action en charge de la voie professionnelle
Christophe Prudhomme, conseiller régional LFI
Jean-Claude Raux, député de Loire-Atlantique, EELV-NUPES
Lætitia Raya, enseignante Lettres-Histoire en LP
Lise Rebattu, exploitante agricole
Raphaëlle Rémy-Leleu, conseillère EELV de Paris
Caroline Renson, enseignante Plp Lettres- histoire
Élisabeth Roche, administratrice départementale FCPE
Eliane Romani, conseillère régionale, présidente du groupe les écologistes à la région Grand-Est
Claudia Rouaux, députée d'Île-et-Vilaine, PS-NUPES
François Ruffin, député de la Somme, LFI-NUPES
Arash Saedi, coordinateur national de Génération-s
Manuel Salerno, professeur PEGC à la retraite
Nicole Salerno, ancienne apprentie, première main qualifiée en haute couture floue
Olivier Salerno, Professeur en Lycée Professionnel, syndicaliste, militant
Claire Schweitzer, conseillère régionale PDL
Fatma Seghrouchni, co-secrétaire de la fédération SUD éducation
Ghislaine Senée, conseillère régionale IDF présidente du pôle écologiste
Laëtitia Siccardi, co-présidente de la FCPE06

Sophie Taillé-Polian, députée Génération-S-EELV NUPES
Benoit Teste, secrétaire général de la FSU
Alice Timsit, conseillère EELV, Paris
Benoit Tirmarche, conseiller régional HDF
Marine Tondelier, secrétaire nationale EELV
Yannick TRIGANCE, Conseiller régional PS Île-de-France
Aurélie Trouvé, députée de Seine-Saint-Denis, LFI-NUPES
Clotilde Tueux, enseignante en Sciences Économiques et Sociales
Usul, chroniqueur politique
Paul Vannier, député du Val-d'Oise, LFI-NUPES
Marine Vengeon, militante féministe
Sophie Venetitay, secrétaire générale du SNES-FSU
Lorenzo Vioque enseignant d'histoire géographie militant
Frédéric Vitoux, enseignant et militant écologiste
Isabelle Vuillet, co-secrétaire générale de la CGT Éduc'action
Léo Walter, député des Alpes de Haute-Provence, LFI-NUPES

Avec le soutien de :

CDDEP : Comité de défense et de démocratisation de l'école publique
#PreparonsLaRiposte